

Diplomaties gazières dans les Balkans : la Russie et l'Union européenne

Marina Glamotchak est chercheuse et consultante en analyse stratégique, politique et économique. Dernier ouvrage paru: L'enjeu énergétique dans les Balkans, Technip, Paris, 2013.

Le pétrole et le gaz, dans la complexité d'un monde globalisé et en crise économique qu'accompagnent la menace du changement climatique et le questionnement sur le nucléaire après Fukushima, resteront encore pour quelques décennies des éléments indispensables au système économique. Le gaz, malgré la diversification apportée par l'énergie renouvelable, le Gaz naturel liquéfié (GNL), le gaz de schiste ou le retour au charbon pour cause de récession, est la source d'énergie dont la consommation augmente le plus. De ce point de vue, les réserves de gaz et le contrôle de l'accès aux réserves d'hydrocarbures sont un facteur déterminant pour l'avenir.

Hormis des difficultés liées à la géopolitique (le fait que les sources d'hydrocarbures soient situées dans des régions politiquement instables) ou aux technologies disponibles, la mobilisation des grandes puissances est particulièrement visible face aux enjeux du transport de l'énergie qui aura des répercussions sur la prospérité, la stabilité et les relations mutuelles des États ou des régions. Le passage d'un pipeline international ou d'une route de transport maritime est empreint d'une forte dimension stratégique et politique,

qui semble parfois primer sur les arguments commerciaux et économiques. Pour l'heure, les questions d'approvisionnement en ressources énergétiques, que ce soit en matière de diversification ou de sécurisation des voies d'acheminement, sont une des plus importantes composantes de la politique économique internationale. Le gaz, devenu un produit stratégique, prend une place importante dans la conceptualisation actuelle des relations internationales.

La « route du gaz », que sous-tendent les notions de géoéconomie et de diplomatie énergétique, révèle la mutation des grandes puissances, qui s'exprimaient jusqu'à la fin de la Guerre froide à travers leurs capacités militaires.

Face aux nouveaux enjeux énergétiques, les pays consommateurs et les pays exportateurs se posent une même question : quelle stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques mettre en place afin de ne pas subir les contraintes géopolitiques et géostratégiques en constante évolution depuis la fin de la Guerre froide ?

La diplomatie énergétique russe

Dans cette conjoncture économique mondiale sur les marchés énergétiques, la Fédération de Russie a développé une nouvelle diplomatie, qualifiée d'économique. Celle-ci repose sur l'énergie, les ressources énergétiques. Cette démarche diplomatique russe s'est affirmée dans les années 2003-04, de façon pragmatique, comme un moyen opportun de rencontrer un projet politique en utilisant un des rares leviers dont disposait le pays – à l'époque appauvri et affaibli –, sa puissance énergétique. Cette force russe s'est transformée en un outil de puissance politique et la politique étrangère s'est mise au service de ce projet. Grâce à cette diplomatie, la position de la Russie s'est renforcée au sein de la communauté énergétique internationale.

La mise en œuvre de la diplomatie énergétique russe passe par la puissante entreprise gazière Gazprom, instrument de l'État qui garde un rôle prépondérant en matière énergétique. Cette démarche géoéconomique résulte d'une fusion des politiques occidentaliste (au

niveau international la Russie s'exprime dans le courant des « valeurs communes internationales » et la *Realpolitik* contextuelle) et étatiste (la verticale du pouvoir, la planification étatique, la construction de conglomérats nationaux, le contrôle des investissements étrangers). Afin de conserver l'avantage dans la production et la vente de gaz et de pétrole, l'État russe nationalise (ou ne permet pas la privatisation) des grands groupes gaziers ou pétroliers, puis place des hommes fidèles aux postes-clés, contrôle les routes des hydrocarbures et finalement évince les projets occidentaux concurrents.

Du fait que la Russie exporte près de 60 % de sa production de pétrole et 88 % de sa production de gaz, notamment vers l'Union européenne, la stabilité économique russe est due directement à la rente provenant de la vente des hydrocarbures et à l'adhésion des acteurs énergétiques aux intérêts de l'État¹. Gazprom, soutenu par la Russie toute entière, s'étend, se diversifie et se dresse très souvent comme un obstacle aux intérêts de l'Union européenne et de Washington. L'étroitesse des liens entre les autorités russes et le géant gazier laisse à penser que la Russie n'hésitera pas à recourir à l'arme énergétique à des fins politiques.

Car désormais l'État russe, sorti du statut de puissance militaire qu'avait l'Union soviétique (URSS) durant la Guerre froide, fonde essentiellement sa puissance sur une stratégie économique dans laquelle les hydrocarbures jouent un rôle capital. En ce début du XXI^e siècle, la situation économique et stratégique mondiale s'est modifiée au profit des pays exportateurs d'hydrocarbures. La dépendance des États exportateurs vis-à-vis des pays importateurs d'énergie diminue en raison du renforcement d'un monde multipolaire, tandis que celle des pays importateurs – et en premier lieu des pays occidentaux – grandit du fait de la pénurie relative en matières premières. La Russie est consciente de cette situation et compte en tirer d'importants bénéfices géopolitiques. En effet, contrôler le gaz aujourd'hui permet de contrôler le développement des autres pays.

1. V. de Castel, *Le gaz, enjeu économique du XXI^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2010.

Le corridor énergétique Sud

Confrontée à l'épuisement des gisements de certains pays, à des besoins en énergie accrus et à une nécessaire diversification des sources pour garantir la sécurité de ses approvisionnements, l'Union européenne met les ressources de la Russie et de la mer Caspienne au premier plan de sa stratégie énergétique.

Or, depuis que la société russe Gazprom a commencé à augmenter le prix du gaz pour les pays voisins (« l'étranger proche »), qui faisaient partie intégrante de l'URSS jusqu'au début des années 1990, un différend² entre la Russie et l'Ukraine³ (janvier 2006, puis hiver 2009) a empoisonné la sécurité énergétique européenne⁴. Les relations gazières transeuropéennes ne sont désormais plus les mêmes, ce qui a un impact considérable sur la sécurité énergétique de l'Union européenne. L'équilibre du « partenariat du besoin » en matière de gaz entre la Russie et l'Union européenne a été sérieusement bousculé. Les acteurs (la Russie, l'Ukraine, l'UE) se repositionnent tandis que l'emploi de termes guerriers – guerre du gaz, arme du gaz, etc. – montre clairement à quel point le gaz est devenu un produit stratégique. Par conséquent, les projets de voies de transport gazier s'inscrivent dans une logique géostratégique dite « géopolitique des tubes ».

2. Ce différend est relatif au prix payé par l'Ukraine pour l'achat du gaz russe, au montant facturé par l'Ukraine à Gazprom pour l'utilisation des pipelines qui traversent son territoire et aux dettes de l'Ukraine envers la Russie.

3. Z. Brzezinski, dans son livre *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, éd. Bayard, 1997, considère ce pays comme le pivot de la nouvelle géographie américaine car rejetant l'influence russe. Vu sa position dans l'administration américaine, Brzezinski a certainement contribué à répandre cette vision malgré le fait que, pendant la période de transition, ce pays n'a pas vraiment réussi à se désengager des structures économiques héritées de l'URSS.

4. À l'heure actuelle, l'Ukraine n'est plus tant un enjeu sur le plan énergétique, ni pour la Russie ni pour l'UE, mais elle reste clairement un enjeu en termes de zones d'influence. En effet, les gazoducs construits par la Russie (North Stream à compter de 2011 et South Stream) visent à contourner l'Ukraine à la fois par le nord et le sud. Ainsi, l'Ukraine perdra toute faculté pour « fermer le robinet » du gaz russe à destination de l'UE.

L'Union européenne, découvrant «accidentellement» sa dépendance énergétique lors de la «fermeture des robinets de gaz» en 2009 suite à la crise russo-ukrainienne, s'est lancée dans le projet de gazoduc *Nabucco* et l'énergie renouvelable.

À ce titre, et dans une stratégie de diversification des risques pour limiter la domination russe sur le marché européen, la Commission européenne a conçu un quatrième couloir d'approvisionnement énergétique, dit «corridor Sud», qui relie l'Europe, la région Caspienne et le Moyen-Orient. En effet, depuis la découverte en 1997 d'immenses gisements d'hydrocarbures dans les eaux de la mer Caspienne, toutes les équations autour de cette mer, ont changées. Les problèmes gaziers survenus entre la Russie et l'Ukraine, une certaine instabilité en Turquie⁵, la guerre entre la Russie et la Géorgie (2008), puis l'engorgement des détroits turcs sur la mer Noire⁶ poussent à développer le corridor Sud.

De ce fait, la région du Sud-Est européen (Albanie, Bulgarie, Bosnie, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Roumanie, Serbie) occupe une position stratégique sur la route des approvisionnements nécessaires à l'Europe occidentale. Les projets européens de gazoducs (*Nabucco*, *Nabucco Ouest*, *l'Interconnecter Turquie-Grèce-Italie* – ITGI, le *Trans-Adriatic Pipeline* – TAP, le projet de gaz naturel liquéfié en mer Noire *Azerbaïdjan-Georgia-Romania Interconnecter* – AGRI), qui visent à acheminer du gaz provenant de la mer Caspienne, passent tous par le corridor gazier Sud. Seul le gaz produit sur le gisement azerbaïdjanais de Shah Deniz est accessible pour le moment. Or, ce gisement n'aura pas la capacité d'alimenter deux gazoducs et le consortium qui le gère a choisi TAP pour acheminer son gaz. C'est donc le gazoduc TAP⁷, le plus court (520 km) et le plus rentable des *pipelines* proposés dans le corridor gazier sud-européen, – et non le projet *Nabucco* que soutenait

5. Notamment les attentats perpétrés par des séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie.

6. S. Lussac, *Géopolitique du Caucase*, Éditions Technip, Paris, 2010.

7. Porté par la société suisse EGL (42,5%), le Norvégien Statoil (42,5%) et l'Allemand EON Ruhrgas (15%). TAP, lié à la phase 2 de la production de gaz du gisement de Shah Deniz, devrait être mis en service en 2017 et transporter 10 milliards de m³ de gaz de la Caspienne par an.

l'Union européenne – qui constituera la voie d'exportation vers l'Europe du gaz de la mer Caspienne. Interconnecté avec le gazoduc turco-azerbaïdjanais TANAP, son tracé passe de la frontière turque pour rejoindre le nord de la Grèce et se poursuit jusqu'au sud de l'Italie – en passant par l'Albanie et en traversant sous l'Adriatique.

En effet, la « guerre des gazoducs » au sein du camp européen a franchi un tournant le 28 juin 2013. La concurrence entre les cinq projets de gazoducs européens du corridor énergétique Sud, dont *Nabucco* était le grand favori, s'est soldée par le choix du *Trans Adriatic Pipeline*, le consortium⁸ gérant le gisement de gaz de Shah Deniz en Azerbaïdjan l'ayant préféré. Ce qui a mis un terme définitif au projet *Nabucco* soutenu par l'Union européenne et des États-Unis.

Ainsi les projets dans le cadre du corridor énergétique Sud accroissent l'importance des pays des Balkans occidentaux car ceux-ci sont situés à l'intersection des axes d'influence de l'Union européenne, de la Russie et des États-Unis, là où une compétition accrue, par le biais des compagnies multinationales et institutions internationales, s'est engagée et où les tracés des tubes énergétiques évoluent au gré des situations géopolitiques. La région non seulement occupe une position stratégique sur la route des approvisionnements nécessaires à l'Europe occidentale mais aussi son potentiel de production d'énergie suscite toutes les convoitises. Les enjeux sont conflictuels et la « lutte » pour l'énergie fait rage, qu'il s'agisse de la sécurisation des approvisionnements énergétiques et des projets de diversification exigés par l'Union européenne ou des investissements russes ou chinois dans le secteur de l'énergie de ces pays.

Les Balkans occidentaux convoités par la Russie

La Russie « revient » dans les Balkans *via* sa diplomatie énergétique. Faut-il juger de l'importance de sa présence énergétique actuelle à l'aune de la présence des États-Unis dans la région dans les deux

8. Le britannique BP détient 25 % des parts du consortium exploitant Shah Deniz, devant le français Total (10 %) et le norvégien Statoil (10 % également).

dernières décennies ? Les États-Unis poursuivaient dans la région des objectifs géopolitiques précis : étendre l'OTAN (en 2009 l'Albanie et la Croatie en sont devenus des États membres ; en 2006 la Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine ont adhéré au Partenariat pour la paix), installer des bases militaires de l'Alliance atlantique (en Bulgarie, en Roumanie, au Kosovo⁹), encourager les alliances régionales contre la Russie, faire reculer systématiquement l'influence russe dans le bassin de la mer Noire, puis faire de la région un pont pour d'autres expansions dans le Caucase.

Par contre, l'offensive énergétique de la Russie dans les Balkans est récente. Elle a commencé en 2005 en Serbie avec l'implantation de stations d'essence russes Lukoil. Deux ans plus tard, Lukoil était devenu le principal fournisseur de dérivés bruts et de pétrole dans les Balkans. Finalement l'exportation annuelle de gaz vers les Balkans approcherait les 73 milliards de m³, soit près de la moitié du volume de gaz exporté vers l'Union européenne.

Le président russe, Vladimir Poutine, en plaçant son allocution lors du premier Sommet de l'énergie de l'Europe du Sud-Est – qui s'est tenu le 25 juin 2007 à Zagreb – sous le slogan « L'énergie est une marchandise, mais pas comme les autres », a clairement souligné l'importance stratégique majeure des pays balkaniques en raison de leur potentiel énergétique.

Une confiance « énergétique » a commencé à se tisser entre la Russie et l'Europe du Sud-Est, notamment la Serbie, sur fond géostratégique. Le choix que la Russie a fait de la Serbie s'explique par des raisons économiques renforcées par une « géopolitique de sécurité » du transport de gaz. La Serbie a payé de son indépendance énergétique l'appui international que la Russie lui a apporté sur la question du Kosovo et l'Union européenne l'a payée de sa (in)sécurité énergétique.

9. La construction (en 1999) de la base militaire de l'OTAN Bondsteel au Kosovo est vécue par les dirigeants russes comme une véritable provocation. La base occupe 750 hectares et peut abriter jusqu'à 7 000 soldats. Elle comprend 300 bâtiments en dur, 25 km de routes asphaltées, 52 pistes d'envol, dont une piste géante.

En matière de pétrole, les pays balkaniques constituent la dernière étape de transit avant le consommateur final : l'Union européenne. Avec le soutien de Moscou, les sociétés pétrolières russes se sont lancées dans une politique soutenue d'acquisition dans la région, l'énergie devant rattraper les déséquilibres stratégiques régionaux qui avaient évolué de façon défavorable aux intérêts russes depuis les années 1990, suite à la chute de l'Union soviétique¹⁰.

En matière de gaz, le projet de gazoduc *South Stream* incarne la politique énergétique russe actuelle dans la région. Grâce à des accords signés dans les Balkans, Moscou marque des points décisifs qui auront un impact sur la politique de sécurité énergétique de l'Union européenne. Désormais la région constitue une antichambre de l'influence russe sur la sécurité énergétique de l'Union européenne. La progression de *Gazprom* dans le Sud-Est européen a rendu chimérique la réalisation en Europe centrale du projet de gazoduc de l'Union européenne, *Nabucco*.

Au-delà des Balkans occidentaux, Moscou entretient des relations particulières avec les pays issus de l'URSS. En effet, malgré l'entrée des pays de l'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne, leurs relations avec la Russie, notamment dans le secteur gazier¹¹, sont marquées par la période antérieure, par leur histoire conjointe à l'époque soviétique. « Force est de constater qu'aujourd'hui, la Russie a établi des liens solides et durables avec les États membres qui lui permettent de "s'installer" au nord, au sud, au centre de l'Union européenne. »¹² Les objectifs de la Russie sont de diversifier les marchés et les routes d'exportation, d'acquérir des infrastructures stratégiques à l'étranger afin de préserver sinon d'accroître de manière

10. Notons le rachat de deux raffineries importantes en Bulgarie (Naftokihim – Bourgas) et en Roumanie (Peptrotel – Ploesti), des raffineries de Bosanski Brod et Modrica en Republika Srpska, de Pančevo et Novi Sad en Serbie. Lukoil a remporté l'appel d'offres du gouvernement serbe concernant la privatisation de 79% des actions de la société de distribution de carburants Beopetrol. L'entreprise russe est également présente en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Macédoine, en Grèce, etc.

11. Le pétrole et le gaz sont acheminés entre la Russie et l'Union européenne par l'oléoduc *Droujba* (*Druzhba*) et le gazoduc *Soyouz*, qui avaient été construits à l'époque où le camp socialiste existait encore.

considérable sa marge de manœuvre géopolitique en Europe. De fait, les sociétés russes, notamment Gazprom et Lukoil, possèdent des actions des entreprises énergétiques nationales des pays d'Europe orientale. Afin de pouvoir privilégier la vente au détail de produits transformés à partir du pétrole¹³, le capital russe a essentiellement acquis des raffineries de pétrole et des réseaux de distribution. Quant à Gazprom, il procède par la création de consortiums pour réaliser des projets énergétiques et pétrochimiques dans ces pays. Le gazier russe souhaite toujours acheter aux gouvernements nationaux des actions des entreprises énergétiques nationales¹⁴.

Finalement, et même si cette croissance du capital (privé ou public) russe dans le secteur énergétique est observée d'un œil inquiet, les firmes énergétiques européennes, souvent encouragées par les gouvernements de leur pays d'origine, intègrent les consortiums créés par Gazprom pour financer les deux grands gazoducs *Nord Stream* et *South Stream*. De ce fait, elles contribuent indirectement à l'expansion russe. Ce qui génère une lutte d'influence au sein de l'Union européenne, qui voudrait se présenter comme un interlocuteur unique, entre la Commission et le Parlement, d'une part, et les pays membres et les entreprises de l'autre. Travaillant avec des interlocuteurs européens qui partagent une approche pragmatique et économique de collaboration¹⁵, parfois au détriment des intérêts politiques de l'Union européenne, Gazprom pose un défi à la politique énergétique européenne.

Vue de l'Union européenne, la politique que mène la Russie dans le secteur de l'énergie relève davantage de considérations géopolitiques que des règles du marché et confronte l'Union à deux défis majeurs : la construction d'une politique étrangère commune (étant donné la

12. L. Gaboulaud, « Russie – Union européenne: quelles stratégies en matière d'investissements ? » in *Diploweb*, 3 mai 2010.

13. Grâce aux raffineries de Burgas (Bulgarie) et Ploiesti (Roumanie), ainsi qu'à un important réseau de pompes à essence dans les Balkans occidentaux.

14. Gazprom a pris part à la privatisation de la société pipelinère slovaque SPP en association avec Gaz de France et Ruhrgas. Le géant gazier russe a également des visées sur des actifs en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Macédoine.

diversité des liens qu'entretiennent les États membres avec la Russie¹⁶) et l'articulation entre différents instruments de politique étrangère (des voisins et partenaires stratégiques de l'Union européenne).

« L'intégration européenne » des Balkans par l'énergie

Si les pays balkaniques revêtent de l'importance en tant que pays de transit pour le corridor Sud – défini par l'Union européenne comme l'axe qui relie l'Europe à l'Asie centrale et où passent les projets d'oléoducs et de gazoducs de transport des ressources énergétiques de l'Asie centrale vers les terminaux de la mer Noire et de l'Adriatique –, ils en ont également en tant que producteurs en raison de leurs ressources énergétiques renouvelables (bois, hydro-électricité)¹⁷ et en tant que consommateurs. Suite aux conflits ex-yougoslaves (1991-1995), la combinaison de la capacité réduite de production (dégradation des équipements existants) et de la demande croissante d'énergie a entraîné un déficit. La remise en état des infrastructures énergétiques (aidée par l'Union européenne en complément d'un projet subventionné par la BEI et la BERD) et les investissements dans l'industrie énergétique constituent l'un des domaines stratégiques du développement de la région.

15. Gazprom exploite des installations de stockage gazier en Autriche originellement prévues pour le projet européen *Nabucco*. Gazprom a construit, en coopération avec l'Allemagne, un important centre de stockage, afin de pouvoir exporter le gaz vers les grands centres de consommation de l'Europe. Gazprom a déjà mis en place avec la Serbie une installation commune de stockage, tout en réalisant des études de faisabilité sur des modes de stockage en République Tchèque, Roumanie, Belgique, Grande-Bretagne, Slovaquie, Turquie, Grèce et même en France.

16. Six pays membres de l'UE (Slovénie, Bulgarie, Hongrie, Italie, Grèce et Croatie) ont signé des accords avec la Russie sur le gazoduc *South Stream*. En janvier 2008, la compagnie d'État autrichienne OMV et Gazprom ont signé un accord pour transformer la plateforme de Baumgarten en dépôt de gaz. La Suède et la Finlande, après le Danemark, ont autorisé la construction dans leurs eaux territoriales du gazoduc russe *Nord Stream*, pendant septentrional de *South Stream*, qui doit traverser la mer Baltique. De plus, EDF a signé en 2009 un mémorandum d'accord pour intégrer la construction de la partie maritime du gazoduc *South Stream*.

Dans sa volonté de diversification des sources d'énergie, l'Union européenne a inclus sept pays du Sud-Est de l'Europe¹⁸ dans la Communauté de l'énergie fondée en 2006. L'objectif est de resserrer les liens entre l'Union européenne et les pays de la région en promouvant un rapprochement dans le secteur de l'énergie.

L'Union européenne encourage le recours aux sources d'énergie renouvelables et propose une politique énergétique commune qui vise la diversification des fournisseurs et des routes d'approvisionnement. Cette politique énergétique a pour ambition de regrouper différents pays sur une position unique en matière d'énergie. Initialement conçue comme un instrument de pré-adhésion à l'Union européenne, la Communauté de l'énergie est devenue un instrument pour renforcer la dimension internationale du marché de l'énergie de l'UE. À travers la libéralisation de l'énergie, en créant de la concurrence en séparant production et distribution de l'énergie, l'UE cherche à développer son propre marché de l'énergie.

L'idée directrice du traité ECSEE, lancé en 2002 et signé à Athènes en 2005 (entré en vigueur en juin 2006 pour une période de dix ans), est d'établir des réseaux transeuropéens d'énergie (dans les secteurs de l'électricité, du gaz naturel, du pétrole et des énergies renouvelables) régionaux d'abord, puis de les intégrer progressivement dans les marchés énergétiques de l'Union européenne. Rassemblant les pays et territoires de l'Europe du Sud-Est et les États membres de l'Union européenne, la Communauté de l'énergie vise à renforcer la sécurité des approvisionnements de l'UE.

17. L'ex-Yougoslavie était l'un des rares pays de l'Est à être à la fois connecté au système occidental (UCPTE, devenue en 1999 l'Union pour la coordination du transport de l'électricité – UCTE) et au système oriental (*United Power System/Integrated Power System* ou IPS/UPS). Ainsi, les conflits ex-yougoslaves ont également affecté l'UE dans le secteur de l'énergie.

18. La Communauté de l'énergie regroupe l'UE, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie, le Kosovo, la Moldavie (2010) et l'Ukraine (2011). La Géorgie, la Norvège et la Turquie ont un statut d'observateur. La Communauté souhaite aussi accueillir des pays de l'ancien espace soviétique – Asie centrale et Caucase.

Mais il a fallu attendre la crise gazière qu'a connue l'Europe à l'hiver 2008-2009 pour relancer en 2010¹⁹ l'idée du traité ECSEE. Dans le cadre à la fois de la nouvelle politique de proximité de l'Union européenne et de la Communauté de l'énergie, il a été prévu de boucler l'anneau des connexions gazières existant dans les Balkans. C'est ainsi qu'un accord visant à mettre en place un premier gazoduc entre la Bulgarie et la Serbie a été conclu (décembre 2012) afin de connecter leurs réseaux respectifs de transport de gaz d'ici la fin de l'année 2015²⁰.

Les pays de la région seront interconnectés par deux projets régionaux : *Ionian Adriatic Pipeline* (Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie) et *Western Balkan Ring* (Albanie, Macédoine, Serbie, Bulgarie). Et le gazoduc TAP permettra que les pays de la région soient interconnectés à d'autres projets régionaux.

La Commission européenne soutient également d'autres connexions : une interconnexion entre la Bulgarie et la Grèce (45 millions d'euros) qui sera raccordée aux systèmes de distribution de gaz de la Turquie et de l'Italie, composante du corridor Sud de transit du gaz ; la construction d'un gazoduc entre la Bulgarie et la Roumanie (long de 25 km, avec une capacité de transport de 1,5 milliard de mètres cube de gaz par an) a débuté en août 2012.

Avec ces projets, les pays du Sud-Est européen sont prêts à accueillir le gazoduc TAP qui constituera la route d'exportation du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe. En outre, la récente Résolution du Parlement européen (14 mars 2013) sur la Feuille de route pour l'énergie à l'horizon 2050 souligne l'importance d'étendre davantage la Communauté de l'énergie.

Pourtant, deux points cruciaux se dessinent dans le contexte de la crise économique actuelle :

19. En mai 2010, J. Buzek et J. Delors ont présenté au Parlement européen leur rapport intitulé « Vers une communauté européenne de l'énergie : une proposition politique ».

20. Ce gazoduc bidirectionnel, de 180 km et doté d'une capacité d'environ 1,8 milliard de m³ par an, revêt une importance fondamentale pour le développement du marché du gaz de toute la région, tout en contribuant à la sécurité de l'approvisionnement en gaz.

- le traité insiste sur le volet environnemental, ce qui suppose une transition vers une économie plus verte (gaz, énergies renouvelables) et cela dans un contexte énergétique balkanique basé essentiellement sur l'utilisation du lignite. Pourtant, les trente-cinq projets prioritaires dans la région retenus par la Commission européenne de l'Énergie fin octobre sont plutôt très polluants, lourds de menaces pour l'environnement et leur pertinence semble surtout correspondre aux besoins du marché européen²¹;

- les autres investisseurs, notamment la Russie et la Chine, sont présents dans le secteur énergétique des pays balkaniques. Or, avec l'ECSEE, ces pays doivent répondre aux directives européennes portant sur le troisième paquet énergétique qui prévoit que les pays de l'Union européenne séparent la production d'énergie de son transport. Le fait est qu'avec l'entrée en vigueur de ce troisième paquet, les investissements dans des infrastructures comme les gazoducs n'auraient plus le même intérêt pour la Russie, qui propose que toutes les voies de transport énergétiques, transnationales, en soient exclues. De ce fait, le secteur énergétique des pays de l'Europe du Sud-Est où la Russie a envisagé de faire passer le gazoduc *South Stream* dépend des relations entre l'Union européenne et la Russie.

Conclusion

Depuis le premier Sommet de l'énergie russo-balkanique (2007), l'objectif de Moscou est d'être l'incontournable fournisseur de gaz de toute l'Europe et pour cela de se servir des Balkans occidentaux comme zone de transit. Les investissements préalables que la Russie a effectués dans le secteur de l'énergie dans les pays des Balkans pour «sécuriser les approvisionnements» sont une condition nécessaire mais pas suffisante pour que les gazoducs voient le jour. L'Union européenne a hésité mais s'est finalement lancée dans la Communauté de l'énergie et l'anneau gazier dans les Balkans qui sera connecté au

21. <http://balkans.courriers.info/article23547.html>

gazoduc TAP, choisi pour acheminer le gaz azéri, et non à *Nabucco*.

La composante géopolitique, qui prime dans les explications des relations entre la Russie et l'Union européenne en matière d'énergie, découle, semble-t-il, des nombreuses et profondes divisions au sein de l'UE. En effet, la Commission européenne et le Parlement européen promeuvent une intégration énergétique interne puis régionale, élargie aux pays voisins (2008). Cette démarche repose sur l'instauration de liens contractuels et réglementés, parfois contraignants. Il est demandé aux pays fournisseurs de s'aligner sur les normes et l'acquis européens en matière énergétique. C'est un modèle mal accepté par de nombreux pays membres et rejeté par la Russie qui, par ailleurs, conteste la communautarisation de la politique énergétique de l'UE.

À l'heure actuelle, vu des Balkans et compte tenu des besoins énergétiques de l'Europe, le projet russe *South Stream* (63 m³ de gaz par an) n'entrerait nullement en compétition avec le gazoduc européen TAP (10 m³ par an), les deux étant complémentaires à l'horizon 2015 et 2018.

Les pays des Balkans occidentaux se sont lancés dans de grands travaux, ont investi soit dans les projets de la Communauté énergétique, soit dans la construction d'un réseau de distribution de gaz en attendant le gaz de *South Stream*, TAP, TANAP, IAP, ou même d'Iran. Mais deux questions essentielles persistent : D'où viendra le gaz ? Par quel tuyau le gaz passera-t-il ?

La guerre du gaz russo-ukrainienne, que les Européens ont perçue comme un changement de la donne énergétique en leur faveur, a poussé la Russie à chercher des voies de transport du gaz contournant l'Ukraine : voie maritime (Nord Stream) et semi-terrestre (South Stream). Face à ces changements dans la géopolitique énergétique, l'UE s'est investie dans plusieurs projets de gazoducs dans le corridor Sud et a mis en place le cadre d'une politique énergétique commune – la Communauté de l'énergie. Une nouvelle carte énergétique de l'Europe se dessine où les pays des Balkans occidentaux y occupent une place stratégique.

ABSTRACT

The Russian-Ukrainian gas war that Europeans perceived as a change in the energy situation in their favor, pushed Russia to seek ways to transport gas bypassing Ukraine: a seaway (Nord Stream) and semi-terrestrial (South Stream). Faced with these changes in energy geopolitics, the EU has invested in several pipeline projects in South corridor, and implemented as part of an energy policy common – the energy Community. Thus, a new energy map of Europe is emerging and the Western Balkans occupy a strategic place.